



Santé : Le CODEF, devance le projet de loi !

Alors que le gouvernement prépare une réforme des agences régionales de santé et annonce vouloir renforcer le rôle des élu-es locaux dans l'organisation de l'accès aux soins, le Codef n'a pas attendu les textes pour agir.

Dès février 2026, le CODEF, a interpellé les candidat-es aux municipales des bassins de vie Creusot-Montceau pour leur demander de s'engager en faveur d'une conférence Santé des 34 maires de la CUCM, spécifiquement consacrée à la situation de l'hôpital et de l'offre de soins.

Dans cet avant-projet de loi, le gouvernement annonce que les élu-es seraient associés, au niveau départemental, à l'élaboration de schémas d'accès aux soins fondés sur un diagnostic partagé des besoins de la population, de l'offre existante et de ses évolutions, ainsi que sur la définition des réponses à apporter, y compris en matière de zonage et d'aides à l'installation. Un gros bémol toutefois, les usager-ères, qui n'avaient pas beaucoup de place jusqu'à présent disparaissent complètement dans ce projet de loi. La lutte continue !

Ce projet de loi, nous ne l'avons pas vu venir, mais il se rapproche en partie de ce que nous proposons, mais à l'échelle intercommunale de la CUCM : réunir les maires, les professionnel·les de santé, les syndicats et les usager-ères pour construire une vision commune de l'avenir sanitaire de notre territoire et des moyens à y consacrer.

Notre démarche place déjà la santé au cœur du projet de territoire, autour d'un véritable hôpital MCO (Médecine, Chirurgie, Obstétrique) et d'une offre de soins coordonnée, accessible à toutes et tous, alors même que l'hôpital Jean Bouveri est engagé dans une restructuration lourde avec suppressions de postes, et que l'hôpital du Creusot nécessite une modernisation coûteuse et incertaine à l'horizon 2035-2050.

Nous affirmons qu'aucune réforme institutionnelle ne sera crédible si elle ne s'appuie pas sur ces dynamiques locales de mobilisation et de co-construction avec les élu-es, les professionnel·les de santé, les syndicats et les usager-ères.

En ce sens, oui, nous avons pris une longueur d'avance : en appelant à une conférence Santé des maires de la CUCM, nous mettons déjà en œuvre, au plus près du terrain, l'exigence de diagnostic partagé et de réponses concertées en matière d'accès aux soins, que le gouvernement dit vouloir généraliser.

Il appartient désormais aux candidat-es aux élections municipales de confirmer, devant la population, s'ils et elles sont prêt-es à assumer cette responsabilité et à faire de la santé une priorité politique réelle, et non un simple slogan.

Une citation d'Albert Einstein pour conclure ce communiqué :

Le monde est dangereux à vivre !
Non pas tant à cause de ceux qui font mal
Mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire.

6 Mars 2026